



## Instituto da Biodiversidade e das Áreas Protegidas

**Dr. Alfredo Simão da Silva**

***Projet « Protection et restauration de mangroves et de rizières pour renforcer la sécurité alimentaire et lutter contre les changements climatiques en Guinée Bissau »***

### **Rapport d'activités semestriel**

(De Mai à Décembre 2019)

#### Mise en place de l'Unité de Gestion du Projet

Formation de l'équipe et installation

L'équipe du projet a été constituée. Elle est composée d'un Coordinateur national<sup>1</sup>, d'un Assistant technique à temps partiel<sup>2</sup>, d'un Responsable administratif et financier<sup>3</sup> et d'un chauffeur<sup>4</sup>. Des contrats ont été signés par le personnel qui a pris ses fonctions officiellement en mai 2019.

L'équipe a bénéficié jusqu'à présent des installations qui lui ont été allouées par l'IBAP dans les bureaux initialement affectés au Programme national de l'UICN. Elle bénéficie en conséquence de toutes les facilités nécessaires à l'administration du projet.

- Acquisition des équipements

Durant la période prise en compte par le présent rapport un certain nombre d'équipements ont été acquis pour le fonctionnement du projet : un véhicule tout terrain Toyota Hilux double

---

<sup>1</sup> Ing. Rui Daniel Barbosa de Andrade

<sup>2</sup> Dr. Pierre Campredon

<sup>3</sup> Namiran Ramalho

<sup>4</sup> David Lima

cabine, du matériel de bureau (3 ordinateurs portables, 3 photocopieuses, 1 projecteur vidéo, etc.) ainsi que des consommables.

### Atelier de lancement

L'Atelier de lancement du projet a été réalisé le 11 juin 2019 dans l'amphithéâtre de l'IBAP, sous la Présidence de Mme Quité Djata, Secrétaire d'Etat à l'Environnement. L'Atelier a réuni 62 participants. Outre les représentants de l'IBAP – dont son Directeur Dr. Justino Biai et de l'UICN Dr. Jean-Louis Sanka, l'Atelier a vu la présence des représentants des communautés concernées par le projet ; les Directions Régionales de l'Agriculture des régions de Cacheu, Quinara et Tombali ; les partenaires du projet tels que les Directions Générales et Techniques des Institutions Gouvernementales et des ONG (AD, Tiniguena, Palmeirinha, LVIA, ADPP, REESAN) ; le directeur et les techniciens de l'IBAP, les chercheurs, les statisticiens, les météorologues (INEP, INPA, INEC, INM), les coordinateurs des projets partenaires (PADES, PDCV-Rice, UE-ACTIVA, landa - Guinée), les consultants indépendants et les organismes de communication (radios Klelé, TV). Suite à la présentation des objectifs du projet et de son mode opérationnel, le Plan de travail pour l'année 1 du projet a été présenté et discuté. Enfin une présentation du Programme global TRI a permis d'expliquer le contexte du projet national au sein de ce grand Programme regroupant dix pays d'Afrique et d'Asie sous la responsabilité de 3 Agences d'exécution à savoir l'UICN, le PNUE et la FAO sur financement du GEF. Un rapport d'Atelier, résumant les principales interventions et recommandations, a été rédigé pour la circonstance (Annexe).



### Formalisation des partenariats

Les partenariats techniques sont désormais fonctionnels. Les techniciens nommés par les différentes Directions générales du Secrétariat d'Etat à l'Environnement et du Ministère de l'Agriculture et des Forêts participent aux actions de formation et de terrain notamment dans le cadre du processus de diagnostic territorial participatif sur les sites d'intervention du projet,

de l'identification des priorités dans les domaines de la réhabilitation des rizières, de la restauration des mangroves, des activités économiques des femmes et de l'éducation environnementale. L'acquisition d'équipements et de matériels destinés aux Directions Générales est en cours.

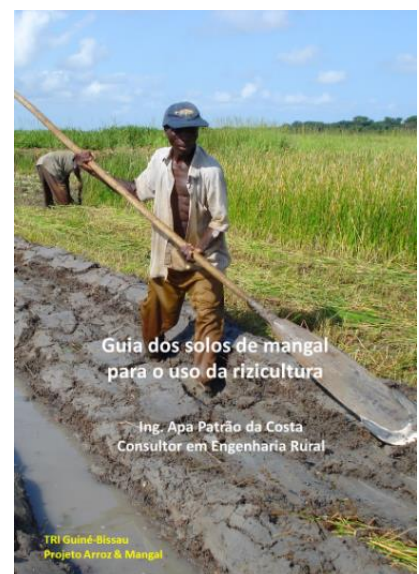
Des accords ont été formalisés avec les partenaires du projet à savoir :

- Les Administrations publiques, à savoir la Direction Générale de l'Environnement, la Direction Générale du Développement Durable, La Direction Générale des Forêts et de la Faune, la Direction Générale de l'Hydraulique et du Génie Rural, la Direction Générale de la Météorologie, le Cabinet de Planification Côtière, l'Institut National de la Recherche Agricole.
- Les ONGs pour lesquelles un processus de sélection a été organisé, le panel ayant retenu les candidatures de l'ONG Acção para o Desenvolvimento – AD qui est le partenaire sur le terrain pour les régions de Cacheu et de Tombali ainsi que l'ONG nationale Tiniguena partenaire pour la région de Quinara. Des discussions sont en cours également avec la Télévision communautaire TV Klelé pour les aspects de communication.
- Les partenaires techniques : Un contrat a été signé avec l'Association En Haut ! qui a accompagné le projet dans le processus de diagnostic territorial participatif auprès des villages concernés. Un autre contrat est en cours de négociation avec l'ONG UniversSel qui aura pour finalité d'apporter une expertise en matière de gestion hydraulique des rizières.
- Les projets « co-financeurs » et autres projets intervenant sur les rizières : des contacts ont été pris de façon régulière avec les projets concernés, principalement au niveau du terrain, afin d'assurer une coordination sur les sites d'intérêt commun et de promouvoir des complémentarités entre les interventions respectives.

## Etudes

Jusqu'à présent seule la synthèse sur les études relatives aux sols de mangrove en relation avec leur exploitation pour la riziculture a été réalisée. Elle a donné lieu à un rapport d'ensemble ainsi qu'à un Guide des sols de mangroves à usage de la riziculture destiné à être diffusé auprès des parties prenantes concernées par cette thématique.

Concernant les autres études prévues les procédures d'appel d'offres ont été lancées concernant l'évaluation économique des services fournis par les mangroves ainsi que sur la création et gestion des bases de données. Des recherches bibliographiques ont été réalisées par le personnel du projet sur ces différentes thématiques incluant le suivi des restaurations de mangroves, les luttes biologiques contre les ravageurs du riz, l'évaluation économique des mangroves.



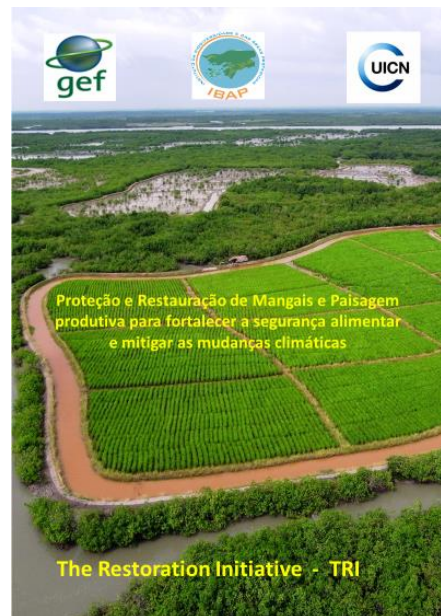
## Stratégies sectorielles

Des stratégies ont été préparées dans le domaine de la communication (Annexe X) et de l'éducation environnementale (Annexe X). Elles devront être partagées et discutées avec les partenaires impliqués avant leur mise en œuvre, même si quelques activités de communication ont déjà eu lieu (cf.infra).

## Communication

Plusieurs activités ont été réalisées dans ce domaine. Une formation au montage vidéo a été délivrée auprès de 6 techniciens de la communication parmi nos partenaires (IBAP, TV Klelé, AD, Tiniguena) dans le cadre du contrat avec l'Association En Haut ! 2 vidéos de 3' sur deux des villages d'intervention du projet, ainsi qu'une vidéo de 7' ont été produites à cette occasion, cette dernière faisant déjà l'objet d'une diffusion sur You Tube et sur le site du Programme TRI Global (<https://youtu.be/2LZU-5EjiJo> ; <https://www.iucn.org/node/31372>).

Le projet a également participé à la réalisation du rapport annuel du TRI global en proposant un texte et des illustrations sur la thématique du Diagnostic territorial participatif. Des chemises cartonnées et illustrées, comprenant un résumé des objectifs du projet, ont été réalisées en plusieurs langues et diffusées en des occasions diverses (Annexe).



## Participation au Programme TRI global

L'équipe du projet, mais aussi les représentants de l'UICN Guinée-Bissau et de l'IBAP ont participé aux réunions du Programme TRI global, une 1° fois au Kenya et une 2° en Italie. Ces réunions ont pour objet de renforcer la coordination et l'harmonisation des méthodes et procédures entre les différents projets constitutifs du Programme mais aussi présentent une forte composante de formation aux différentes techniques dans le cadre d'opérations de restauration des paysages forestiers : Google Earth, ROAM, Ex-ACT etc.).

Des échanges par vidéo-conférences ont eu lieu périodiquement avec les équipes du TRI avec des objectifs similaires.



*Présentation du projet TRI Guinée-Bissau lors de la réunion annuelle du TRI Global*

### Diagnostiques territoriaux participatifs

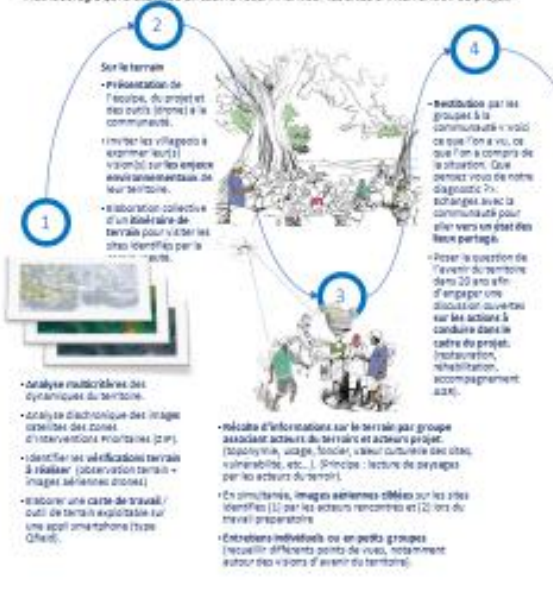
Afin d'identifier les priorités d'intervention au sein des mangroves et des rizières faisant partie des terroirs des villages concernés par le projet, un important travail de diagnostic a été réalisé en collaboration avec les communautés. Au cours du mois d'octobre une mission de réactivation des contacts et d'information concernant le démarrage du projet a été conduite par le Coordinateur du projet.

Durant le mois de novembre une mission composée des partenaires du projet et les experts de l'association En Haut ! s'est rendue dans l'ensemble des villages pour la réalisation de la première étape du diagnostic. La procédure suivie dans chacun des villages incluait

- a) une présentation des objectifs et activités du projet à l'ensemble des représentants de la communauté,
- b) une visite de terrain accompagnée par des membres des communautés et au cours de laquelle des images aériennes par drone étaient prises et commentées en direct de façon à interpréter l'évolution du terroir telle que décrite par les villageois,
- c) des réunions avec les hommes d'une part et les femmes d'autre part pour comprendre et discuter les attentes respectives en matière de réhabilitation des rizières, de restauration des mangroves et d'activités génératrices de revenu et
- d) une nouvelle réunion en plénière destinée à faire la synthèse des observations et discussions de la journée. En soirée, l'équipe du projet se réunissait pour enregistrer les informations rassemblées au cours de la journée.

## L'analyse participative des paysages pour mieux comprendre les enjeux du territoire...

En Guinée-Bissau, certaines activités sont passées mal traitées dans l'art complexe de la riziculture sur sols de mangroves. Avec le morose du niveau marin un grand nombre de rizières sont menacées et souvent abandonnées. Selon le principe des solutions basées sur la nature, l'objectif du projet « Protection and Restoration of Mangroves and productive Landscape to strengthen food security and mitigate climate change » vise à restaurer les mangroves sur les rizières abandonnées. Il appuie par ailleurs les communautés pour sécuriser les rizières actives en proposant un recul stratégique des digues et renforcer leur protection par reforestation de mangroves. Une telle démarche implique une réduction des surfaces de rizières qui nécessite l'implication des communautés dans la reconfiguration des paysages au travers d'un diagnostic territorial participatif. Cette première étape opérationnelle du projet s'appuie sur une méthodologie qui a été mise en œuvre récemment sur les sites d'intervention du projet.



## ...et identifier les opportunités de restauration.



Réalisation de la cartographie des opportunités d'interventions à partir de l'analyse des images satellitaires pour l'élaboration de propositions d'interventions des domaines et un dimensionnement technique et financier.



**6. concertation / négociation :**  
 • Présentation des interventions proposées (animation avec images aériennes et cartes)  
 • concertation) au sein de la communauté.  
 • négociation jusqu'à l'obtention d'un accord.

**Mise en œuvre des actions de restauration de la mangrove, de réhabilitation des rizières et d'appuis aux AGR.**  
 Suivi du projet : intégration des résultats du diagnostic participatif (cartographie et état de référence paysage) au diagnostic de suivi existant à l'ISAP (ISD).

Sur le terrain, le diagnostic participatif a été réalisé sur les 12 sites du projet par une équipe regroupant les partenaires du projet (Institutions et société civile) autour de l'Unité de Gestion de Projet (UGP) / UJCN. La mise en œuvre de la méthodologie, a été l'occasion de former cette équipe aux outils du diagnostic territorial participatif : Formation au drone, utilisation d'applications de récolte de données géographiques (type Qfield), Gestion de l'information géographique sur le logiciel Google earth (en vue d'une intégration SIG), Concertation territoriale autour de la lecture de paysage.

La méthodologie du diagnostic participatif du projet Anas a Mangro a été élaborée conjointement par l'En Haut ! et l'UGP et l'UJCN. Elle est le fruit d'une collaboration initiée en 2012 entre l'ISAP et En Haut ! autour de l'Unité de Gestion de l'Anas a Mangro au service de la gestion du territoire. Voir : [www.enhaut.org](http://www.enhaut.org)

## Les étapes successives du Diagnostic Territorial Participatif



Réunion avec les habitants du village d'Elia

Un rapport de synthèse a été produit par l'UGP suite à cette mission et diffusé auprès des partenaires (Annexe X). Un rapport technique doit être rendu par le consultant En Haut ! qui a déjà fait parvenir nombre d'éléments issus du diagnostic mais aussi de la formation délivrée pendant les 2 journées qui ont précédé la mission de terrain.

Ces différentes activités ont permis d'identifier les zones potentielles d'intervention en concertation avec les usagers, ainsi que les principales mesures et modalités qui seront mises en œuvre conjointement. Elles ont permis de constituer un ensemble d'images aériennes et terrestres sur les zones concernées qui serviront de base à la concertation et aux décisions d'intervention. Enfin la collaboration avec En Haut ! a donné lieu à un ensemble de formations relatives aux approches de diagnostic participatif, à l'utilisation de Google Earth et d'applications de type Ovitalmap, au pilotage de drone.

### Obstacles rencontrés

Parmi les obstacles ou difficultés rencontrés il y a tout d'abord la dimension réduite de l'équipe de l'Unité de gestion du projet - qui doit faire face à un nombre important de tâches, notamment sur le plan administratif et de la communication interinstitutionnelle si l'on tient compte du nombre de partenaires particulièrement élevé, des procédures administratives relativement lourdes, de la qualité défailante du réseau internet.

A cela il faut prendre en considération les aspects logistiques en relation avec la répartition spatiale des zones d'intervention situées au nord, au centre et au sud du pays, avec un nombre élevé de villages et dans des conditions de circulation (par terre et par mer) et de séjour parfois difficiles. Il faut compter ainsi une vingtaine de jours pour chacune des missions sur le terrain englobant l'ensemble des sites.



*Mission dans les mangroves du rio Cacheu*

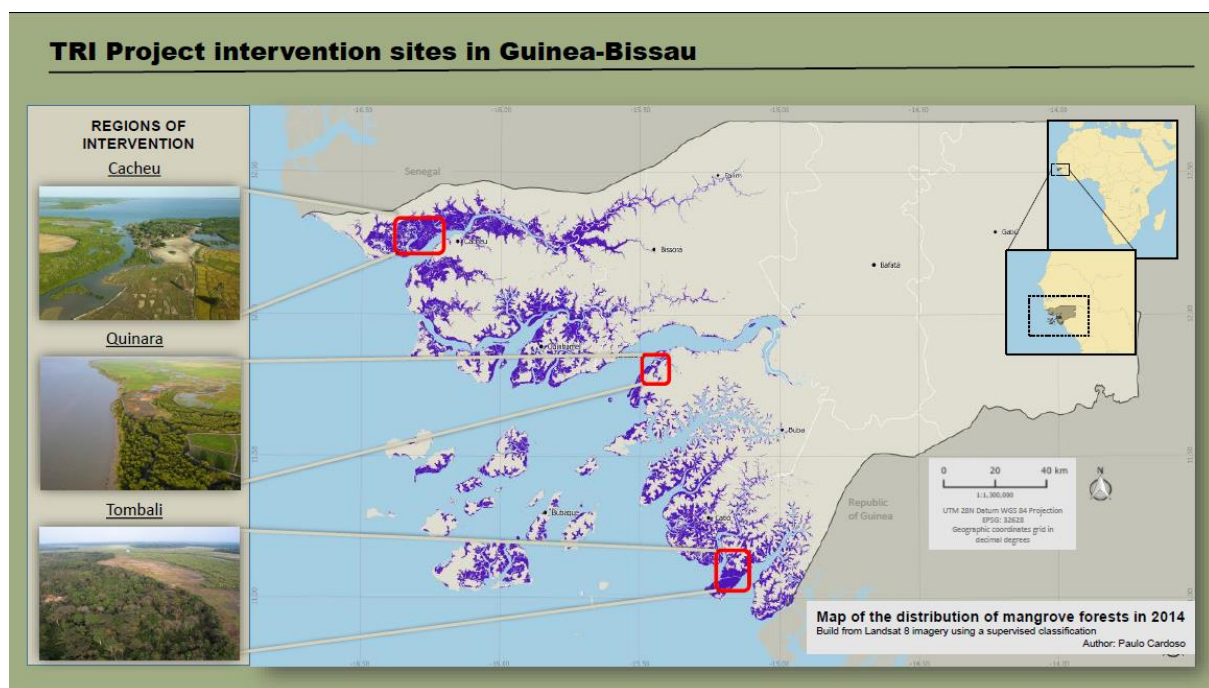
L'instabilité gouvernementale alliée au nombre réduit de fonctionnaires au sein des administrations partenaires du projet constituent également des obstacles au déroulement fluide des activités du projet. Le nombre réduit de ressources humaines spécialisées pour les

études contribue à ces difficultés compte tenu du fait que les budgets ne permettent pas toujours de faire appel à des compétences internationales.

## Conclusions

Le projet TRI – Guinée-Bissau présente un caractère expérimental et novateur en comparaison avec les projets classiques de réhabilitation des rizières. Il adopte en effet une approche écosystémique en considérant les rizières dans leur milieu naturel d'origine, les mangroves et le rôle de ces dernières dans la manutention des sols et de la biodiversité. Il prend simultanément en considération les aspects liés aux impacts du changement climatique, et en particulier la montée du niveau marin qui met en lumière la nécessité de conservation et restauration des mangroves. Le fait de travailler en comparant les situations dans 3 régions du pays qui présentent des différences structurelles contribue à cette approche écosystémique.

Le projet est également novateur dans la mesure où il englobe la question des rizières et des mangroves en les replaçant dans une analyse des terroirs et des opportunités de restauration au sens large, suivant les principes du ROAM promus dans le cadre du Programme TRI global. Il utilise pour cela des outils nouveaux tels que les drones ou des applications (Ovitalmap, Google Earth) qui génèrent de nouvelles perspectives dans la gestion des rizières et des mangroves, d'autant plus intéressantes qu'elles font l'objet de formations sur le terrain avec les partenaires.



*Localisation des sites d'intervention du projet*

Outre les réalisations concrètes prévues en matière de réhabilitation des rizières ou de restauration des mangroves, le projet est donc susceptible de fournir des solutions techniques qui pourront inspirer les initiatives semblables à l'échelle nationale, souvent de grande échelle et mises en œuvre par les mêmes partenaires de l'administration publique. Par rapport aux prévisions, et malgré les obstacles décrits plus haut, un nombre relativement élevé d'activités ont déjà pu être réalisées. Par ailleurs il est important de signaler les relations de confiance ainsi que la qualité du dialogue établi à la fois avec les communautés villageoises et les partenaires gouvernementaux et non-gouvernementaux du projet. La collaboration avec le Programme TRI Global a apporté des bénéfices évidents en termes de formation, de solutions techniques, de partage d'expérience et de diffusion internationale des préoccupations Bissau-Guinéennes en matière d'environnement et de sécurité alimentaire.

### Etapes futures

Parmi les activités qui devront être mises en œuvre au cours du prochain semestre mentionnons :

- La tenue du Comité de pilotage
- Une succession de 3 missions de terrain destinées à
  - a) confirmer avec les villages la sélection des sites prioritaires d'intervention, sachant que les besoins sont trop nombreux pour être tous pris en compte
  - b) l'évaluation technique et financière des priorités, réalisée avec des experts en matière d'hydraulique notamment, qui doit permettre de définir ce qui sera à la portée du projet sur ces deux plans ;
  - c) la réalisation d'un accord formel entre les parties (communautés, ministères publics et responsables du projet) qui fera l'objet de signature des intéressés en ce qui concerne les limites géographiques des lieux d'intervention, les mesures d'aménagement et les modalités de collaboration associées.



*Rizières et mangroves de la région centre (Quinara)*

- Ces missions donneront lieu à l'analyse des propositions d'activités de développement avec les femmes (horticulture, ostréiculture, pêche, batteuses et décortiqueuses de riz, etc.) en lien avec le travail d'animation des partenaires ONGs sur le terrain ;
- L'identification des modalités techniques et de collaboration concernant les actions de restauration des mangroves et le début des opérations durant la prochaine saison des pluies ;
- La poursuite des discussions avec l'Institut National de Recherche Agronomique sur la question des semences, avec l'ONG Palmeirinha et la Direction Générale des Forêts sur les questions de foyers améliorés, ainsi qu'avec la Direction Générale de la Météorologie sur l'installation de stations (pluviométrie, températures) dans les villages ;
- La poursuite des études prévues par le projet, ainsi que l'identification du système de suivi-évaluation et la définition de la méthode de suivi des actions de restauration des mangroves ;
- L'identification et la mise en place des actions d'éducation environnementale et de communication (IBAP, TV Klelé, radios locales, ONG Palmeirinha et ONGs partenaires sur le terrain en lien avec les écoles et les élèves des villages d'intervention) ;
- La poursuite de la collaboration au sein du Programme global du TRI, notamment en ce qui concerne la formation à la méthodologie d'évaluation des opportunités de restauration des paysages (ROAM).

